

Le processus de retour d'expérience concernant l'Afghanistan

Suite à l'effondrement rapide du gouvernement afghan et des forces de sécurité afghanes en août 2021, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a proposé au Conseil de l'Atlantique Nord que l'Organisation procède à une évaluation approfondie de son engagement en Afghanistan.

Le processus de retour d'expérience concernant l'Afghanistan, lancé en septembre, a comporté à la fois une revue militaro-opérationnelle et une revue politique, chacune d'elles couvrant toute la chronologie de l'action de l'OTAN, depuis l'invocation de l'article 5 du traité de Washington au lendemain des attaques terroristes du 11 septembre 2001 jusqu'aux évacuations de Kaboul. Ce processus a donc porté sur la mission de combat menée par la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en vertu d'un mandat des Nations Unies (2003–2014) et sur la mission Resolute Support (RSM) de formation, de conseil et d'assistance conduite par l'OTAN au profit des forces de sécurité afghanes (2015–2021).

Parallèlement au processus militaire de retour d'expérience fondé sur les procédures établies pour les missions de l'OTAN, le Secrétariat international a procédé à une revue complète avec les Alliés et les partenaires d'opération de Resolute Support. Y ont pris part 19 experts qui ont donné leur analyse de l'action de l'OTAN d'un point de vue historique, politique, opérationnel et culturel. Le Comité des représentants permanents adjoints (DPRC) de l'OTAN a tenu sept réunions, avec des séances consacrées à des discussions sur les principaux événements et ressorts de l'engagement de l'OTAN et les éléments essentiels à retenir.

La présidence des réunions du DPRC sur le retour d'expérience concernant l'Afghanistan a établi un rapport résumant ces discussions, rapport qui a été examiné et débattu par le Conseil de l'Atlantique Nord aux niveaux des représentants permanents et des ministres des Affaires étrangères. Le rapport de la présidence n'est pas le fruit d'un consensus entre Alliés et partenaires ; il vise à refléter les grandes conclusions et recommandations débattues par les Alliés et les experts au cours de ce processus. Ces conclusions et recommandations sont énoncées ci-dessous ; elles ont pour but d'éclairer les responsables politiques et militaires des pays de l'OTAN lorsqu'ils seront amenés à envisager d'entreprendre de nouvelles opérations de gestion de crise et à en superviser le déroulement.

Au fil des ans, des centaines de milliers de personnels militaires et civils des Alliés et des partenaires ont servi en Afghanistan. Des milliers d'entre eux ont perdu la vie, et de nombreux autres ont souffert de blessures visibles et invisibles. Tandis que nous continuons de tirer les enseignements de notre action, nous devons impérativement saluer leur dévouement et leur sacrifice, ainsi que ceux de tous les Afghans qui ont été à nos côtés.

Principales conclusions et recommandations

L'action de l'OTAN en Afghanistan démontre l'immense force des Alliés œuvrant ensemble à la poursuite d'un but commun. La puissance politique, la cohésion et l'éventail de capacités militaires dont l'Alliance a fait montre en Afghanistan demeurent inégalés et doivent impérativement être préservés alors que l'environnement de sécurité mondial auquel l'Alliance fait face gagne encore en dangerosité et en complexité. La gestion de crise doit donc rester une tâche fondamentale de l'Alliance.

La communauté internationale dans son ensemble a consenti des investissements massifs en Afghanistan. En résumé, le niveau d'ambition qui a ainsi été défini allait largement au-delà du démantèlement des sanctuaires terroristes. L'OTAN a engrangé des avancées considérables dans la lutte contre le terrorisme. Toutefois, l'ambition plus large d'édification d'un Afghanistan stable s'est avérée extrêmement délicate, même si l'on a pu engranger certains acquis importants.

À l'avenir, au moment de planifier et de mener des opérations, les Alliés devraient en permanence évaluer les intérêts stratégiques, rester éminemment conscients des dangers liés à l'élargissement d'une mission, et chercher à éviter de prendre des engagements allant bien au-delà des tâches fixées. L'OTAN devrait définir des objectifs réalistes et

réalisables et rechercher une participation accrue d'autres acteurs internationaux mieux à même de produire les effets non militaires.

Les missions de l'OTAN en Afghanistan ont favorisé l'intégration politique et l'interopérabilité militaire des forces des Alliés et des partenaires, accroissant ainsi la force politique et les capacités de combat globales de l'Alliance. L'OTAN devrait examiner comment maintenir le niveau d'interopérabilité militaire et de dialogue politique atteint grâce à la coopération avec les partenaires d'opération en Afghanistan.

De futures missions OTAN de formation, de conseil et d'assistance devraient soigneusement prendre en considération les normes politiques et culturelles du pays hôte ainsi que l'aptitude de la société en question à absorber le renforcement des capacités et la formation.

La remontée d'informations depuis le terrain à l'époque de la FIAS et de Resolute Support était fréquemment retardée et alourdie par les procédures, d'où la difficulté pour les Alliés de procéder à une évaluation correcte de la situation et de donner des directives appropriées pour la mission. Les Alliés auraient gagné à mener des débats plus approfondis sur la négociation de l'accord entre les États-Unis et les talibans. Les consultations menées en février et mars de cette année sur l'avenir de notre mission ont en revanche été ouvertes, franches et sans équivoque. Les Alliés devraient envisager des mécanismes permettant d'améliorer les délais de communication et la pertinence des informations remontant du terrain, et de développer les débats interactifs au Conseil.

Les Alliés ont fait la démonstration de leur capacité à mener une opération d'évacuation massive dans des conditions extrêmes. Néanmoins, cette évacuation ne s'est pas déroulée sous le commandement et le contrôle de l'OTAN, même si elle a bénéficié du soutien de celle-ci. L'OTAN devrait examiner comment renforcer les capacités permettant de mener des opérations d'évacuation de non-combattants sur court préavis pour l'avenir.

Division Diplomatie publique (PDD) – Section Presse et médias

Tél. : +32 2 707 5041

E-mail : moc@hq.nato.int

Suivez-nous sur : [@NATOpress](https://twitter.com/NATOpress)

www.nato.int